

Ce n'est aujourd'hui que le 14 juillet ;
mais ce sera bientôt la fête nationale.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après 9 heures : GUT. 76-53.

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

LE DROIT DES BLESSÉS

Le zouave qui n'a pas voulu
se laisser torpiller
passera-t-il en conseil de guerre?

Le soldat, dont L'Œuvre a raconté hier la funambulesque et douloureuse aventure, s'appelle Deschamps. M^r Paul-Meurier, député de l'Aube, qui a bien voulu accepter de plaider sa cause, vient d'adresser la lettre suivante au général Pauline, commandant la 9^e région, à Tours :

J'ai l'honneur de vous adresser une requête au nom de mon client le zouave Deschamps, actuellement en prévention de conseil de guerre, pour voies de fait et outrages envers un supérieur.

Je dois d'abord vous remercier d'avoir bien voulu décider que Deschamps, qui est un grand blessé et un malade, ne devait pas être maintenu à la prison civile de Tours, où sont incarcérés les détenus de droit commun. Vous avez accueilli ma prière avec une extrême bienveillance. Mon client, qui avait déjà passé près d'un mois en cellule, a pu enfin, grâce à vous et sur l'avis conforme de M. le commandant Roux, commissaire du Gouvernement, et de M. le capitaine Pouille, rapporteur, être mis en subsistance dans un hôpital.

Je vous suis encore profondément reconnaissant d'avoir accordé, le mois dernier, deux permissions successives à Deschamps, qui revenu au foyer, où les siens désolés le réclamaient, a eu la tristesse de voir mourir du croup, dans la même semaine, deux de ses petits enfants. Mon malheureux client a été bien touché de vos bontés pour lui. A l'expression de sa gratitude vous me dispenserez maintenant d'ajouter une plaidoirie, qui serait déplacée.

Je ne veux pas examiner ici les faits qui ont donné lieu à une plainte contre Deschamps, et provoqué l'ouverture d'une information judiciaire qui vient de durer près de six semaines.

Je constate simplement que l'interrogatoire final du prévenu a eu lieu le 21 juin dernier et qu'à la date du 3 juillet M. le capitaine Pouille transmettait à M. le commissaire du Gouvernement tout le dossier de la procédure.

L'instruction est donc close, conformément aux prescriptions de l'art. 108 du Code militaire. L'affaire est maintenant soumise à votre examen et il vous appartient de décider souverainement si l'inculpé doit bénéficier d'un non-lieu ou s'il doit être traduit en conseil de guerre.

Je me permets de rappeler que Deschamps proteste avec énergie contre l'inculpation relevée contre lui. Il affirme qu'il ne s'est rendu coupable ni de voies de faits ni d'outrages envers le médecin qui dirige le centre neurologique de Tours. Mon client soutient simplement cette vérité qu'un BLESSÉ A LE DROIT INCONTESTABLE DE NE POINT SE SOUMETTRE A UNE OPÉRATION QUI SERAIT CRUELLE ET INUTILE.

J'ajoute que, pour interpréter sagement le Code de Justice militaire, il convient de faire une distinction entre le soldat malade, qui est en traitement, et le soldat valide, qui est en activité de service. Le bon sens et l'équité défendent d'assimiler le cas d'un blessé ou d'un infirme qui s'insurge contre la torture qu'on veut lui faire subir, et le cas d'un combattant qui résiste à un ordre légitime et aggrave son refus d'obéissance par une injure ou par une voie de fait.

Dans votre haute impartialité, vous admettrez sûrement que la science française lorsqu'elle est sûre d'elle-même et mérite à bon droit la confiance qu'on lui témoigne, n'a besoin, pour exercer son action bienfaisante, ni de menaces ni de violences ni surtout de la collaboration du conseil de guerre.

Enfin si vous considérez l'inculpé lui-même, je suis convaincu que le passé de Deschamps constituera, à vos yeux, la justification la plus sûre et la plus éclatante de ce brave homme. Deschamps était déjà presque infirme au début de la guerre ; il est parti quand même ; il a voulu partir ; il a été blessé

gravement ; il vient de passer, traîné d'hôpital en hôpital, dix-huit longs mois de souffrance, attendant la réforme ; il est incapable de tout service et de tout travail ; il est inguérissable ; sa vie est brisée, comme son pauvre corps, et, par surcroît d'épreuve, sa petite famille elle-même vient d'être, hier encore, douloureusement meurtrie.

Je sollicite de votre justice une ordonnance de non-lieu pour le zouave Deschamps.

Veuillez, etc.

PAUL-MEURIER,
Avocat à la Cour d'appel.

Prière à Minerve

pour la Fête nationale

C'est vous, Immortelle, que je viens invoquer aujourd'hui.

Car vous êtes la déesse de la sagesse, mais vous êtes aussi la déesse de la guerre, ce qui prouve qu'il est des guerres raisonnables et que celle que nous avons entreprise malgré nous ne peut se terminer que par la victoire.

O Pallas, je ne suis pas de ceux qui vous demandent la paix à tout prix ; la paix ne peut être que la récompense de notre volonté et de nos sacrifices : donnez-nous la force de la mériter.

Ma prière n'est pas pour ceux qui se battent, ceux-là ont des cœurs que rien ne peut ébranler ; mais je vous demande, du plus profond de ma foi en vous, de tourner vos regards vers ceux qui ne se battent pas et de les protéger contre eux-mêmes.

Faites, ô Vierge, que la mémoire des femmes ne soit pas fragile et qu'une minute même, elles n'oublient pas ceux qui les ont quittées pour l'interminable bataille. Mettez toute votre vertu dans leurs âmes et qu'à leur retour aux foyers, les héros retrouvent des cœurs qui ne peuvent s'ouvrir que pour eux.

Faites, ô déesse, que les commerçants, industriels, les artisans, les forgerons et ceux qui fabriquent les armes ne sacrifient pas l'intérêt de la République à leurs propres intérêts et faites qu'ils songent à tout instant que leurs efforts ne sont rien au prix de ceux qui offrent tout leur sang à la patrie. Faites, Athénée, que les rhéteurs et les avocats ne se disputent pas sans trêve un pouvoir qui est une lourde charge, dont ils affaiblissent la fragile autorité pour satisfaire leurs ambitions ; inspirez nos guides et que votre pensée soit leur pensée.

J'aurais voulu, ô fille de Zeus, trouver, pour t'invoquer, les phrases les plus belles et les plus émouvantes images, mais je te sais trop sage pour te laisser prendre au mensonge des mots. Je te veux, ô Sagesse, notre protectrice, et je voudrais, tout à l'heure, quand passeront les soldats dans les rues, voir les femmes, les vieillards et les enfants s'agenouiller ; et, quel que soit le non dont ils te nomment, quelles que soient leur religion et leur foi, qu'ils t'appellent la justice ou la raison, qu'ils te supplient, ô déesse lointaine et si proche, de nous donner la victoire. La victoire ! car la paix sans elle ne serait pas la paix et les mauvais vents des rançunes humaines s'efforceraient demain encore d'arracher ton olivier desséché. — L'OUVRIER.

POUR UTILISER LE CUIR

Depuis une décision du général commandant la 12^e région, les auxiliaires ne peuvent sortir que ceints du ceinturon. Il paraît que c'est plus militaire.

Cet accessoire leur sert, non pas à supporter un coupe-choux dont ils n'auraient que faire, mais à poser leurs mains qui sont quelquefois très embarrassées de pendre au bout de leurs bras.

La dépense totale pour le cuir des ceinturons des auxiliaires appartenant à la 12^e région se monte à 50.000 francs.

Si on avait consulté les auxiliaires sur le mode d'emploi de ce cuir, ils auraient peut-être préféré qu'on leur en fit des souliers. Mais on ne leur a pas demandé leur avis.

Les jours se suivent...

Le décrocteur et l'amputé

Au coin de la place de l'Opéra, un vieux décrocteur attend la clientèle. Il fait un temps exécrable, je veux dire que le ciel est exquieusement pur ; pas un nuage, pas un souffle de vent, pas un grain de poussière... Ah ! quel sale temps pour un cirreur de bottes !

Mais celui-ci est un dilettante, et, aujourd'hui, il m'a tout l'air de travailler pour la gloire ; car une pancarte, ourlée de tricolore et fixée au poteau, porte cette inscription vraiment patriotique :

ICI ON CIRE A L'ŒIL
TOUS LES SOLDATS ET NOS ALLIÉS.
VIVE LA FRANCE !

Justement, je venais de mettre le nez dans les comptes d'une grande maison d'automobiles, spécialisée dans les obus, qui fait de comiques efforts pour excuser ou dissimuler ses trente-cinq millions de bénéfices ; et il n'est peut-être pas indispensable d'expliquer pourquoi la tête du brave décrocteur m'en paraissait encore plus sympathique.

Vous devinez qu'il avait dû se dire, le matin : « Qu'est-ce que je pourrais bien faire pour témoigner, moi aussi, ma reconnaissance aux poilus, moi qui n'ai rien à leur offrir et ne suis rien qu'un pauvre vieux cirreur de bottes ?... Eh ! parbleu ! je puis au moins cirer leurs godillots gratis ! Ce sera ma façon de célébrer la fête nationale... »

Le voilà parti, ses brosses d'une main, sa pancarte de l'autre. Et vous n'auriez peut-être pas besoin de me pousser beaucoup pour me faire dire que ce geste-là, mon Dieu, oui, est aussi touchant que celui de saint Louis lavant les pieds des pauvres...

Passé un soldat amputé d'une jambe qui essaie ses béquilles neuves. Il regarde la pancarte ; il regarde le pied qui lui reste, hésite une seconde, puis, posant sur la boîte son soulier sale, il murmure à l'oreille du décrocteur avec un malin sourire :

— Vous voyez, j'y mets de la discrétion !

Le mot de l'un vaut le geste de l'autre. J'ai cueilli pour vous ces deux fleurs. Elles sentent bon la terre de mon pays.

Gustave Téry

Le Contrôle aux armées

Un contre-projet vient d'être déposé par M. Jean Hennessy au projet sur la nomination des délégués aux armées : En voici le texte :

La Chambre décide d'instituer dans son sein, jusqu'à la signature du décret portant cessation des hostilités, une commission affectée au contrôle des armées (production et emploi de l'industrie de guerre, zone de l'armée et de l'intérieur).

Cette commission de contrôle est composée de trente membres élus pour trois mois, au scrutin de liste, en assemblée générale, conformément aux règles déterminées par les articles 8 et 15 du règlement.

La Chambre invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la commission de contrôle ait toutes facilités de se transporter sur les lieux et d'examiner le fonctionnement de tous les services militaires nationaux, y compris ceux de la zone des armées, et pour se faire communiquer sur place les pièces nécessaires. Les membres de la commission ne devront intervenir ni dans la conception, ni dans la direction, ni dans l'exécution des opérations militaires.

Les rapports présentés par la commission de contrôle seront transmis au gouvernement et aux commissions compétentes de la Chambre. Ils seront déposés aux archives, mais pourront être communiqués à la Chambre, s'il y a lieu, en comité secret.

"LE COMBLE DE L'UNION SACRÉE"

Après avoir boudé ses collègues de l'Académie française pendant près de dix ans, M. Anatole France a repris hier sa place parmi eux.

Retournée discrète, mais cependant impressionnante.

Le maître écrivain est arrivé escorté de MM. de Rognier, Brieux, Marcel Prévost et Jean Richepin. Un murmure flatteur, des sourires reconnaissants l'ont accueilli. Des yeux même se sont mouillés.

Et après quelques minutes consacrées à l'émotion, nos immortels se sont remis au travail du dictionnaire.

La question du cheval

Doit-on ou ne doit-on pas autoriser les courses de chevaux ? Les Italiens et les Anglais ont organisé quelques grandes journées sportives. Après bien des tergiversations, notre ministère de l'Agriculture vient de faire de même, sous condition qu'elles se courent loin de Paris, devant un public purement technique, sans pari mutuel et sans pompes mondaines.

C'est respecter la gravité tragique des heures que nous vivons. Mais c'est d'autant mieux reconnaître les droits du cheval. Depuis la Déclaration des droits de l'homme, a-t-on rien fait d'aussi solennel pour aucun autre animal ? Nos poulains réclament le droit de poursuivre leur éducation et leur entraînement, en temps de guerre, comme nos jeunes lycéens réclament le droit de poursuivre leurs études. Les épreuves de galop sont leurs distributions de prix. Ils les obtiennent, et comment ! Un million de prix, offert par la seule Société d'encouragement, sans compter les autres.

« La plus noble conquête que l'homme ait jamais faite » n'est pas celle du Boche, comme on l'a cru longtemps, quand on estimait que cet anthropopitèque séculaire était enfin sorti de sa sauvagerie native. C'est bien celle du cheval, ce superbe animal, dont, hier encore, on nous annonçait qu'il ne survivrait pas au dernier fiacre, et que la boucherie hippophagique le guettait. Quelle erreur ! Et quelle résurrection !

J'ai moi-même à lui faire ici amende honorable, pour en avoir parlé incomplètement. Je persiste à croire que, comme arme de choc ou de poursuite, il ne pèse pas lourd devant les mitrailleuses. Comme éclaireur et batteur d'estrade, il est détrôné par l'avion. Comme transporteur de troupes légères, par la bicyclette. Mais ceci, sur de bonnes routes, et par beau temps ! Advienne la boue, et la patte reprend son avantage sur la roue ! Où en serait aujourd'hui notre offensive sur la Somme, si nos canons et nos camions devaient attendre que les tracteurs automobiles ne patinent plus ? Le temps est sec ? Vive la roue ! Le temps est boueux ? Vive le cheval !

Or, le temps est souvent boueux, même en France, quand il ne l'est pas toujours, comme en Russie. Voilà donc notre cavalerie réhabilitée ! Ce vaillant compagnon, qui trotte à côté de nous depuis l'origine de l'histoire sur les grandes routes de la civilisation, conservera son grand premier rôle. Et notre ministère de l'Agriculture a bien fait d'autoriser les courses, ne fût-ce que pour empêcher nos sportsmen d'aller porter leur argent aux bookmakers espagnols de Saint-Sébastien, ce qui était d'une ironie un peu cruelle.

Maurice de Waleffe

Les Communiqués

15 heures

Sur le front de la SOMME, canonnade intermittente.

En CHAMPAGNE, nous avons pénétré, aux abords de PROSNES, dans un saillant de la ligne allemande et ramené des prisonniers.

En ARGONNE, deux coups de main dirigés par l'ennemi sur les parties nord et est du saillant de BOLANTE ont échoué sous nos feux.

A LA FILLE-MORTE, nous avons fait exploser une mine et occupé le bord sud de l'entonnoir.

Sur la rive droite de la MEUSE, aucune action d'infanterie au cours de la nuit.

Bombardement intense des secteurs de SOUVILLE, du CHENOIS et de LA LAUFÉE.

Dans les VOSGES, une tentative de l'ennemi sur une de nos tranchées au sud de CARSPACH a été repoussée après une vive lutte à la grenade.

23 heures

En dehors d'un bombardement assez vif du secteur de SOUVILLE (rive droite de la MEUSE) aucun événement important à signaler sur le front.

Lire à la quatrième page toutes les dépêches importantes groupées et classées de telle sorte que le lecteur puisse embrasser d'un regard les informations essentielles de la journée.

LES COMBATS de Damloup et de la Chapelle Sainte-Fine



Le système défensif de Verdun tel que des réorganisations successives l'ont créé comprend une double ceinture de forts.

La première date de 1874-1880 ; elle est constituée par une série d'ouvrages qui furent appelés les redoutes de la panique, en raison de la hâte avec laquelle ils furent construits, lors de l'alerte de 1875.

Avec quelle frénésie on se mit alors à l'œuvre !

Les grands chefs du génie parcouraient les environs, discutant les emplacements des forts, des batteries. Je vois encore le général Frossard, ancien aide de camp de l'empereur, ancien précepteur du prince impérial, tirant son épée d'un geste théâtral à l'emplacement actuel du fort de Marre, et décidant que l'ouvrage destiné à défendre la longue crête qui s'étend des Bois-Bourrus à Jarny serait à l'endroit où il la planifiait. Quelques-uns pensaient déjà qu'il eût été beaucoup mieux au Mort-Homme.

Des officiers d'infanterie, pris un peu au hasard, furent mis à la disposition du service du génie pour conduire les travaux ; et je me rappelle un brave lieutenant, d'une instruction fort élémentaire, mais si enorgueilli de compter temporairement dans l'arme savante qu'il avait soin de toujours laisser son mètre dépasser de sa poche. Pour aller plus vite, on faisait le mortier à l'eau chaude, par un hiver si rigoureux que celle-ci gelait à peine mise dans les seaux.

Et cette redoute de Belrupt qu'on avait élevée au-dessus d'une poche d'argile, faute du temps nécessaire pour faire des sondages suffisants, et dont le parapet dégingola un beau jour dans le fossé !

Dans la région nord-est de la place, celle où les Allemands développent leur attaque principale, cette première ceinture de forts est marquée par Belleville, Saint-Michel, Souville, Tavanne.

Un peu plus tard, vers 1890, la portée de l'artillerie ayant considérablement augmenté, on s'aperçut que cette ligne d'ouvrages était trop rapprochée de la place et on en construisit une seconde. Le fort de Douaumont et ses batteries annexes sur la côte de Froideterre, la batterie d'Hardaumont, le fort de Vaux, la batterie de Damloup, les ouvrages de la Lauffée formèrent la deuxième ceinture dans la même région.

Après avoir pris deux des ouvrages de cette première ceinture, Douaumont et Hardaumont, ce qui les mit à 7 kilomètres de Verdun, les Allemands ont essayé de foncer droit sur la deuxième, direction Souville et Saint-Michel.

Or, dans l'espace intermédiaire, ils se sont heurtés à une organisation défensive, assez imparfaite à la vérité, mais dont la valeur s'est trouvée décuplée par la vaillance des troupes qui la défendent pied à pied.

Désespérant de réussir au moyen de la seule attaque frontale, nos adversaires ont essayé de tourner la position par sa droite ; ils se sont emparés, au début de juin, du fort de Vaux.

Puis ils ont repris l'attaque directe.

Certes, la situation nous parut grave lorsque, le 23 juin, après avoir lancé six divisions à l'assaut, dans l'étroit espace compris entre les cotes 321 et 320, ils forcèrent nos tranchées de première ligne et réussirent à enlever le gros bloc fortifié que constituait la ferme de Thiaumont et l'ouvrage construit à côté, et quand, le lendemain, ils pénétrèrent dans Fleury.

En même temps les troupes qui avaient enlevé Vaux essayaient de progresser au delà du Chenois, du Fumin, de la Caillette, du Chaviré.

Cependant encore une fois nous avons résisté.

Selon leur tactique constante, nos en-

nemis s'efforcent par un bombardement incessant de démolir nos défenses avant de lancer leurs attaques ; et nous, malgré les bombardements et les tirs de barrage les plus violents, nous contre-attaquons avec vigueur à tout instant.

En présence d'une telle résistance, les Allemands ont tenté d'élargir encore le mouvement de leur aile gauche.

Dans la matinée du 3 juillet, ils ont lancé une forte attaque sur l'ouvrage de Dambloup dont ils se sont emparés ; mais notre contre-attaque déclenchée peu après, nous l'a aussitôt rendu. Ils ont alors recommencé le bombardement de cette batterie et, dans l'après-midi du 11, ils l'ont enlevée de nouveau, ainsi que quelques éléments de notre ligne du bois Fumin.

Ceci fait, ils sont revenus à l'attaque directe — direction Sonville.

Six régiments ont débouché, le 12, du village de Fleury (celui-ci était donc complètement entre les mains des Allemands. On ne nous avait jamais accusé que la perte d'une seule partie) et du bois de Vaux-Chapitre. Ils ont refoulé notre ligne jusqu'à la chapelle Sainte-Fine, à l'intersection des chemins de Fleury et de Vaux.

Le terrain gagné depuis Fleury n'est pas bien considérable. Trois ou quatre cents mètres tout au plus.

La chapelle Sainte-Fine est à 400 mètres au nord du fort de Sonville.

A la vérité, le kronprinz ne lâche pas Verdun.

Général Verraux

LE 14 JUILLET

Des détachements russes, anglais, belges et français, venant du front, sont arrivés hier à Paris pour prendre part à la revue. Sur tout le parcours, de la gare jusqu'à leur casernement, ils ont été longuement acclamés par la foule.

En l'honneur des héroïques combattants alliés, les Parisiens ont pavés leurs fenêtres ; les véhicules eux-mêmes ont arboré les petits fanions tricolores de jadis et dans les rues les vendeuses ont commencé la vente de médailles frappées à l'effigie du général Gallieni, au profit des œuvres de guerre de la Ville de Paris.

La revue des Alliés

Le rassemblement des troupes devant participer à la cérémonie militaire aura lieu à huit heures, sur l'Esplanade des Invalides. Mais le président de la République ne les passera en revue qu'à huit heures et demie, avant de gagner la tribune édiflée devant le Petit Palais, où la remise des cinq cents premiers diplômes aux familles des soldats morts pour la patrie commencera à neuf heures et se déroulera avec le cérémonial que nous avons indiqué. Les soldats délégués des armées défilèrent ensuite devant la tribune présidentielle ; puis, descendant les Champs-Élysées, traversant la place de la Concorde, prenant la rue Royale, ils suivront les grands boulevards pour rompre place de la République, vers midi et demi et, de là, regagner leurs cantonnements.

Il n'y a, cette année, aucune carte d'invitation. En dehors des membres du Gouvernement, du corps diplomatique, du Parlement, du Conseil municipal et de la Presse. Seules, quelques délégations de blessés des hôpitaux militaires de Paris, avec leurs infirmières, auront accès à la tribune. Les Parisiens devront donc se grouper sur le parcours que nous venons d'indiquer pour acclamer les glorieux défenseurs du sol français.

L'arrivée des troupes alliées

Ainsi que nous le disions, l'arrivée des détachements des troupes alliées a provoqué un vif enthousiasme de la part de la population parisienne.

Les Russes, surtout, paraissant pour la première fois en armes, ont eu un succès tout spécial. Arrivés vers neuf heures par la gare de la Villette, leur bataillon a défilé, sous les ordres d'un colonel derrière lequel marchaient les officiers presque tous décorés de la croix de guerre et de la Légion d'honneur. Suivant leur musique, les soldats chantaient à mi-voix des airs qui ont quelque chose de mystique. Ils se sont rendus directement à la caserne Duplex, sous les roses et les acclamations.

Par la gare du Nord, sept cents Tommies sont venus, eux aussi, du front. C'est en fredonnant leur *God save the King* et en sifflant *Tipperary* qu'ils ont gagné, au milieu des sourires et des applaudissements des midinettes, la caserne de la Pépinière.

Les deux détachements belges qui ont débarqué avec leur cavalerie et leurs mitrailleuses, à la gare de la Chapelle, ont défilé aux accents de leurs airs nationaux, jusqu'à l'École Militaire. La foule a salué en eux l'héroïque Belgique et son glorieux roi.

Quant à nos troupiers ils ont provoqué des manifestations d'admiration et de reconnaissance. Chasseurs à pied d'un bataillon qui fut à la peine et à l'honneur et qui portait la fourragère, fantassins du 20^e territorial, presque tous médaillés, et tirailleurs marocains au drapeau décoré de la croix de guerre, et dont les clairons jetaient une note claire tandis que les fleurs tombaient de partout, tous ces héros ont reçu hier le premier témoignage d'admiration de la France entière que Paris va tout à l'heure leur prodiguer.

Les cortèges patriotiques

Ainsi qu'il l'a fait l'an dernier, le Comité central des Réfugiés du Nord ira déposer une palme au pied de la statue de Lille, place de la Concorde. La manifestation aura lieu ce matin, à huit heures un quart et elle se déroulera au milieu d'un profond recueillement.

Celle de la Ligue des Patriotes est pour l'après-midi. Le rendez-vous est à trois heures, au « Quand Même » des Tuilleries. Avec leur drapeau et leurs fanions, les ligueurs se rendront à la statue de Strasbourg pour y déposer des emblèmes cravatés de noir et de vert — le deuil et l'espérance.

Enfin, dans la soirée, à cinq heures, les Sociétés de préparation militaire et les élèves des cours d'éducation physique de la Ville de Paris défilèrent devant l'Hôtel de Ville. Le président du Conseil municipal et le préfet de la Seine présideront cette cérémonie.

Hors d'Œuvre

Prime à la délation

Il nous est interdit, par la loi et aussi par les plus élémentaires convenances, de commenter les arrêts des conseils de guerre.

Mais les tribunaux correctionnels sont encore justiciables de l'opinion publique. Et celui de Melun vient de rendre un singulier jugement.

Le caporal Duparcq, du 31^e d'infanterie, avait appris qu'une lettre de dénonciation à son sujet était parvenue à l'autorité militaire. Cette lettre le dépeignait comme un simulateur, l'accusant de s'être fait verser de l'arnica dans l'œil pour se faire réformer.

Le caporal Duparcq assigna aussitôt le dénonciateur devant le tribunal correctionnel de Melun.

D'où un jugement qui semble libellé par Courteline.

Le tribunal reconnaît que rien ne justifie la dénonciation. Mais, d'autre part, les faits avancés par le dénonciateur auraient pu être vrais ; car il n'y a aucune impossibilité matérielle à ce qu'un monsieur se verse de l'arnica dans l'œil, et, par conséquent, l'auteur de la lettre de délation aurait pu tomber juste en hasardant une hypothèse, à la vérité, gratuite.

Il n'y a donc pas de dénonciation calomnieuse. Le tribunal se demande comment le caporal Duparcq a bien pu concevoir l'idée saugrenue que quelqu'un a voulu lui être désagréable ; pour lui apprendre à être, une autre fois, moins ridiculement susceptible, il le condamne aux dépens et renvoie le prévenu des fins de la plainte.

A la bonne heure !

Je vais pouvoir raconter partout que le président du tribunal de Melun est caporal dans l'armée bavaroise. Ce n'est pas vrai. Mais il n'y aurait aucune impossibilité matérielle à ce qu'il fût caporal, ou même sous-officier bavarois, s'il était seulement né à Munich. Cette hypothèse est dans le domaine des dénonciations. Est-ce que je sais, moi, où est né le président du tribunal de Melun ? Je suis aussi innocent d'intention que le délateur du caporal Duparcq.

Si le président du tribunal correctionnel de Melun veut me poursuivre, il sera obligé de se condamner lui-même aux frais. Ça lui apprendra à faire de la philosophie à la manière de Pyrrhon.

ZETTE.

À la mairie

Une de nos lectrices voulait envoyer en Angleterre, où elle a des parents, sa petite fille âgée de sept ans.

Elle crut, après de longues démarches, avoir rassemblé toutes les pièces nécessaires à l'obtention d'un passeport. Elle se trompait. Il en manquait une.

Il faut, lui dit l'employé compétent, que votre fille soit munie d'un certificat de bonnes vie et mœurs.

Hâtons-nous de dire que la chose ne souffrit aucune difficulté. Grâce à l'attestation de deux témoins rencontrés à la porte de la mairie, un employé établit gravement un certificat garantissant que la jeune personne de sept ans avait toujours eu des mœurs irréprochables et l'estime des citoyens de son quartier.

Derrière la devanture

La Direction des Galeries Lafayette a fait apposer dans ses magasins des affi-

ches annonçant que la maison sera fermée les 14, 15 et 16 juillet.

On pourrait supposer qu'il s'agit d'accorder aux employés un repos bien gagné. Il n'en est rien. Derrière les rideaux de fer et dans les sous-sols du magasin, pendant ces trois jours de fête, peinent les 4 ou 5.000 personnes que la direction a bien voulu inviter à passer là ces trois jours de fête.

On profitera de la fermeture du magasin pour faire l'inventaire.

Il n'y aura pas de fête nationale pour le personnel des Galeries Lafayette.

Simple remarque

Avant la guerre, le ruban qu'arboraient les chevaliers du Mérite agricole contenait beaucoup plus de rouge que de vert.

Depuis la guerre, il contient beaucoup plus de vert que de rouge.

C'est sans doute un discret hommage que le ruban du poireau veut rendre au ruban de la Croix de guerre.

Les mufles

M. Louis Corbon, 60 ans, journaliste, habitant 15, rue Saint-Louis-en-l'Île, a trouvé sur la voie publique une somme de dix mille francs en billets de banque, qu'il a portée aussitôt au commissariat de police.

Le propriétaire des billets, un épicier de Courbevoie, est venu les réclamer. Il a félicité l'honnête homme et il lui a remis vingt francs en récompense.

Nous regrettons vivement de ne pouvoir publier le nom du généreux épicier.

À la lettre

Nous empruntons à la Gazette de Francfort une agréable anecdote.

Un fermier des environs de Halle, voulant faire un cadeau agréable à ses parents de Berlin, leur expédia un jambon. Mais, pour éluder les règlements de police qui défendent l'exportation de la viande hors de l'arrondissement, il eut soin de coller sur la caisse une étiquette indiquant des choux-raves.

Le colis arriva à Berlin ; les destinataires l'ouvrirent, croyant y trouver le jambon annoncé par lettre ; or, ils y trouvèrent les choux-raves qu'annonçait l'étiquette.

Ceci prouve que la police boche a parfois un certain esprit, du moins dans le domaine gastronomique.

Ils en ont

On nous a répété trop souvent que les Allemands manquaient de cuivre, et les braves gens s'en sont réjouis. Or, écoutez cette simple histoire :

Un entrepreneur de Lausanne ayant besoin, il y a quelques semaines, de cuivre pour fabriquer des boutons de portes, en demanda en France. Très sagement, d'ailleurs, on répondit par un refus. L'entrepreneur s'adressa alors à un négociant allemand. La réponse ne se fit pas attendre. Le marchand répondit qu'il pouvait en livrer, tout de suite, mille kilos.

La conclusion est assez claire, n'est-ce pas ?

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection d'une nouvelle bande.

La question des loyers

Le rapport Chéron

Le nouveau projet de loi que va discuter le Sénat, tout en respectant l'économie du texte voté par la Chambre, en modifie assez profondément les détails.

Pour les locataires, deux catégories subsistent : les mobilisés et les non mobilisés. Les règles applicables aux premiers sont à peu près les mêmes. Toutefois, le projet soumis au Sénat exonère de plein droit un plus grand nombre de locataires mobilisés que ne le faisait la Chambre, car il a élevé les taux de loyer au-dessous desquels se produira cette exonération.

Les locataires non mobilisés, au contraire, se trouvent moins favorisés. Au-dessous d'un certain taux de loyer, la Chambre leur accordait une exonération de plein droit avec faculté pour le propriétaire de la contester. Cette exonération allait jusqu'au sixième mois qui suivra la cessation des hostilités. Le projet soumis au Sénat a bien relevé le taux des loyers donnant droit à cette exonération. Mais il arrête cette dernière au 1^{er} octobre 1916. Après cette date, c'est la règle commune qui s'applique.

Cette règle commune à tous les locataires sans exception, quel que soit leur loyer, est la faculté d'obtenir des exonérations totales ou partielles devant les commissions arbitrales, s'ils apportent la justification que la guerre les a privés, soit des avantages de la chose louée, soit des ressources nécessaires pour la payer.

Pour les propriétaires, le projet nouveau admet le principe de l'indemnité « à raison de la réquisition faite de leur propriété ». Mais il ne s'agit pas d'indemniser les propriétaires de leurs pertes. Il faut, en effet, diviser en trois catégories les loyers que ne toucheront pas les propriétaires :

1^o Les loyers impayés par impossibilité d'obtenir du locataire, même tenu de s'acquitter, le solde de son dû ;

2^o Les loyers impayés par suite d'exonérations concédées par les commissions arbitrales ;

3^o Les loyers impayés par décision même de la loi (exonération de plein droit).

Pour la première catégorie, il n'a jamais été question de rien verser aux propriétaires. C'est la perte due à la guerre et aux moratoria. C'est la même perte que subissent certains commerçants qu'on ne dédommagera pas davantage.

Pour la deuxième catégorie, il y a bien une perte pour le fait du prince, l'Etat ayant simplement délégué à des commissions le pouvoir de prononcer les exonérations. Le projet estime cependant que ces pertes de loyers n'ouvrent droit à aucune indemnité.

C'est pour les seuls loyers de la 3^e catégorie que jouera l'indemnité. Elle sera de 50 0/0 du montant de ces loyers et sera payable en dix ans.

Enfin, diverses dispositions ont trait aux créances hypothécaires et aux baux commerciaux, et des mesures sont prises contre les locataires de mauvaise foi qui, pouvant payer, cherchent à s'en dispenser. Dans le conflit sur les loyers, ce sont ces locataires qui ont été cause de tout le mal en empêchant les décrets de

produire leur effet normal et équitable. Propriétaires et locataires dignes d'intérêt ont également été leurs victimes.

Albert Drauzy

Les opérations britanniques

(Communiqués officiels)

Un violent duel d'artillerie s'est déroulé dans certains secteurs du front de bataille depuis le dernier communiqué.

Le combat a continué en différents points du front.

On ne signale aucune modification d'ensemble de notre ligne.

A l'ouest de WYTSCHAETE et au sud du canal de LA BASSEE, l'ennemi a tenté des coups de main sur nos tranchées.

Il a été chaque fois repoussé par notre feu. En dépit du mauvais temps, nos avions ont tenu l'air toute la journée.

Les appareils allemands ont vainement tenté d'empêcher nos avions de reconnaître les lignes ennemies. Tous ont été pourchassés par nos avions.

Un de nos appareils n'est pas rentré.

20 heures

L'artillerie a été fort active de part et d'autre dans le courant de la journée. A la suite de rudes engagements d'infanterie, non seulement nous avons continué à presser l'ennemi, mais nous avons encore réalisé une avance appréciable de notre ligne en différents points du front.

Dans un secteur, nous nous sommes emparés de deux obusiers allemands avec une grande quantité de munitions dont nous comptons nous servir contre l'ennemi à la prochaine occasion favorable.

Milliards disponibles

Sous ce titre, M. Henry Bérenger a publié hier, dans *Paris-Midi*, l'article ci-dessous, qu'il nous paraît utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs :

Mon confrère Gustave Téry soulève ce matin, dans *l'Œuvre*, une question qui mérite de retenir l'attention de mon collègue M. Ribot.

Il s'agit, en effet, de quelques milliards à remettre à la disposition de notre ministre des finances.

La France dépense beaucoup pendant cette guerre, mais ses ressources sont loin d'être épuisées.

La guerre est une industrie terrible, à rendement sanglant, mais c'est une industrie.

De tant de milliards lancés au brasier des combats, la plus grande part n'est pas sortie de France.

Quelques milliards sont bien partis aux Etats-Unis et en Angleterre, mais les quatre cinquièmes sont restés en France, dans les poches de nos armateurs, de nos épiciers, de nos fabricants, de nos travailleurs aussi et de nos ouvriers pour toutes les industries de la guerre.

La France est donc loin d'avoir perdu tout l'or qu'elle a jeté de si grand cœur au gouffre de la patrie en danger.

C'est or a changé de place, tout simplement. Des fortunes nouvelles ont surgi, celles des fournisseurs aux armées et aux flottes. Des salaires nouveaux ont été distribués, accroissant les dépenses d'un chacun. Une circulation plus intense de la vie s'est manifestée dans les tourbillons sanglants de la bataille et de la mort.

Comment utiliser tous ces milliards au mieux de la défense nationale ? Comment les tenir sans cesse sous la main du trésor public, pour qu'il puisse à son tour en alimenter les nécessités de la guerre ?

Tel était le problème. Tel il reste.

M. Ribot y a fait face depuis deux ans par les bons et les obligations de la défense nationale, par l'emprunt aussi. A cet appel, la nation a largement répondu.

Mais Téry a raison de signaler que bien des milliards seraient encore « atteignables », disponibles, si les détenteurs d'espèces étaient sûrs de pouvoir retrouver leur argent avant trois mois ou six mois et si ce pendant cet argent, confié à l'Etat, leur rapportait un intérêt comparable à celui des bons ou obligations.

Autrement dit, la Banque de France devrait accepter des comptes courants de dépôts à intérêts de 3 0/0.

Cette proposition, dont Téry dit que mon collègue M. Gaudin de Villaine a eu la première idée, me paraît en tous points excellente.

Combien de gens gardent encore par devers eux leur papier, voire leur or, parce qu'ils craignent d'être pris au dépourvu dans l'avenir, parce qu'ils redoutent les négociations compliquées de titres, parce qu'ils veulent pouvoir disposer instantanément de certaines sommes !

Et combien d'autres déposent à vue cet argent dans des établissements de crédit ou des banques privées, même avec un intérêt presque nul de 0 50 0/0, parce qu'ils savent qu'ils croient pouvoir retirer sans délai leurs dépôts !

Gustave Téry n'est pas tendre pour ces établissements de crédit, qu'il accuse d'avoir placé trop de valeurs étrangères en France avant la guerre. Il demande même le monopole des dépôts, de tous les dépôts, pour l'Etat.

Avant d'en arriver là, ne pourrait-on obtenir de la Banque de France qu'elle reçoive pendant la guerre tous les dépôts en espèces des particuliers au taux normal de 3 0/0 l'an ?

Les milliards afflueraient immédiatement, soit en or, soit en billets de banque, et ces dépôts immenses faciliteraient ainsi les disponibilités incessantes de l'Etat français.

Les établissements de crédit, pour conserver leur clientèle, seraient alors obligés d'en faire autant. Leurs administrateurs y perdraient sans doute un peu, mais leurs clients y gagneraient beaucoup. Ceci compterait cela.

Monopole ou concurrence, l'idée paraît bonne dans les deux cas. A M. Ribot maintenant de la faire passer du journalisme dans la réalité.

POUR LE 14 JUILLET



« Cette année, il n'y aura de retraites militaires que pour les Autrichiens et les Boches... »

Anthologie et Florilège

(Histoires de brigands)

Nous autres, écrivains, journalistes, romanciers, poètes, nous sommes, sans doute, moins intéressants que les autres ouvriers, — l'indifférence du socialisme à notre égard en fait foi ! — mais nous nous décalons, à quelques exceptions près, et qu'on cite à l'instar des filles arrivées, tellement niguedouilles et néo-dèmes que, par instant, nous en devenons attendrissants.

Les éditeurs — mettons : certains éditeurs, car toute généralisation est téméraire, — connaissent cette sottise endémique de notre espèce déshéritée, et excellent à en tirer profit. De tout temps, il en fut ainsi ; et, en pleine paix, leurs opérations à notre dam étaient fructueuses ; mais il semble que la guerre, avec ses excitations au massacre et à la rapine, ait encore allongé leurs dents et aiguisé leurs griffes de petits fauves du commerce.

Aujourd'hui, ils ne payent plus du tout.

Je vais, pour l'édification de notre triste confrérie, conter deux simples histoires qui me sont personnelles et étayées de documents. *A duabus disce omnes.*

Le 17 juin 1916, je reçus cette lettre alliciente :

Librairie Ernest Flammarion

Direction littéraire

Monsieur,

La librairie Flammarion va publier dans quelques semaines (probablement sous le titre de « Leurs meilleures histoires ») une petite anthologie des auteurs gais.

Cette anthologie comporte, à l'heure actuelle, des pages de MM. Tristan Bernard, Alfred Capus, Georges Courteline, Pierre Veber, Maurice Donnay, etc.

MM. Max et Alex Fischer, directeurs littéraires de la librairie Flammarion, désirent que trois ou quatre contes de vous figurent également dans ce volume.

Y verriez-vous un inconvénient ?

Au cas où vous auriez l'amabilité de déférer aux désirs de MM. Fischer, soyez assez aimable pour vouloir bien envoyer les textes et votre autorisation à MM. Fischer, 34, rue Drouot.

Trouvez ici, Monsieur, etc...

— « Chouette ! » m'écriai-je, avec cette vulgarité d'expression dans le manque de tenue dont n'ont pu me corriger, trente ans de fréquentations élégantes — car moi aussi, j'ai connu Maurice Barrès ! — « Chouette ! voilà qui va mettre du beurre dans mes épénards ! »

Je m'en fus donc chez les frères Fischer, 34, rue Drouot. Je connaissais aussi les frères Fischer, comme tout le monde, car ils ne se laissent pas ignorer ; et je leur soumis quatre contes dont ils voulurent bien se déclarer satisfaits.

A cet heureux moment, fier de mes boules blanches, je demandai, non sans timidité :

— « Et qu'est-ce que la maison Flammarion va me donner pour ça ? »

Les frères Fischer me regardèrent avec douceur tous les deux ; puis, ensemble, d'une seule voix, légèrement apitoyée, ils répondirent :

— « Rien du tout ! »

— « Oh ! »

Alors ils m'expliquèrent qu'en principe, une anthologie était un choix d'œuvres d'auteurs morts, lesquels, conséquemment, ne réclamaient aucune rétribution ; et que, par extension, la maison Flammarion consentait à admettre au même traitement de défaveur ceux des auteurs vivants qu'elle daignait honorer de son attention.

Je tombais de haut. Adieu, beurre, épénards ! que dis-je ? fèves de carottes à la Louis Forest !

Cependant, un doute me venait, éperonnant un vague espoir. Je m'enquis :

— « Courteline, Donnay, Tristan Bernard ne touchent rien non plus, pour leur participation à cette anthologie ? »

— « Pas plus que vous, cher ami ! »

Et, influencé par ces illustres exemples, je me retirai, honteux comme un renard...

Toutefois, aussitôt rentré chez moi et dans mon bon sens, je me sentis rougir de ma jobarderie et j'écrivis aux frères Fischer que j'avais l'impression très nette d'être « roulé » par la maison Flammarion et que cette impression m'était insupportable.

Les frères Fischer, fort obligeamment, me renvoyèrent donc mes contes, avec cette lettre, avouons-le, d'un sentiment et d'un style embarrassés :

Librairie Ernest Flammarion

Direction littéraire

Monsieur,

Nous sommes tout à fait contents que vous nous ayez franchement écrit ce que vous pensiez. (On n'a, d'ailleurs, rien inventé de mieux, jusqu'à présent, que la franchise pour aider les pauvres mortels à se comprendre et à dissiper les malentendus.)

Le recueil que la librairie est en train d'élaborer comprendra, ainsi que nous vous l'avons dit, des pages des plus brillants auteurs gais contemporains. C'est pourquoi nous avons considéré comme un devoir de vous écrire pour vous signaler son élaboration, parce que nous avions appréhendé que si, par la suite, vous appreniez que c'était nous qui, comme directeurs littéraires de la librairie, avions procédé à la réunion de ces divers papiers, vous vous étonniez de ce que vous auriez pu considérer comme un oubli de notre part à votre égard et l'attribuer fausement à la mauvaise camaraderie.

Laissez-nous ajouter que votre décision va, en surplus, nous valoir les remerciements de MM. Flammarion qui nous reprochaient de vouloir, par camaraderie, faire entrer trop de noms et trop de contes dans un petit volume qui est déjà trop copieux.

Tout est donc pour le mieux, à présent, dans le meilleur des mondes. Nous vous serons bien cordialement les mains. Vos bien dévoués.

Les directeurs littéraires :
MAX ET ALEX FISCHER.

Je répondis aux frères Fischer :

Chers amis,

Tout est donc au mieux !

Tout de même, que mes amis Courteline, Donnay et Tristan Bernard aient accepté des conditions pareilles, je m'en étonne et je m'en afflige. Pour moi, je n'aime pas la gloire au point de me donner les gants de gâter le métier.

Cordialement vôtre.

C'est égal ! cette idée que « le métier était gâté » par des professionnels scrupuleux et avertis me chiffonnait. Mais j'avais tort de me chiffonner, car tout s'expliquait. Courteline et consorts, tout édifiés déjà et depuis longtemps par la maison Flammarion, et, à coup sûr, quand ils lui ont laissé inscrire leurs livres sur son catalogue, ils n'ont pas donné leurs bons à tirer pour un simple sourire du caissier. Et ainsi, la situation s'éclaircit, sans d'ailleurs se justifier : car moi, je n'ai jamais été édité ni couvert d'or par la maison Flammarion. Et il est évident que, si la maison Flammarion a parfaitement le droit d'utiliser des ouvrages qui sont à elle parce qu'elle les a payés, elle n'a pas celui d'utiliser, sans les payer, des ouvrages qui ne sont pas à elle.

Je mets, du reste, en dehors du débat, les frères Fischer. Ce sont deux aimables confrères, mais ils ne savent certainement pas, pour avoir accepté une semblable mission, ce que c'est qu'un véritable homme de lettres à qui sa plume donne à manger.

Car on conçoit bien que ce n'est pas pour mon saint que je préche et que je

soulève ce vilain lièvre par les oreilles. Je voudrais que les écrivains, qui sont des artisans comme les autres, fussent protégés ou, tout au moins, apprennent à se défendre eux-mêmes — comme font tous les travailleurs — contre une exploitation d'habitude et quasi-traditionnelle ; cynique au point d'en devenir ingénue !...

L'autre histoire est encore plus belle, c'est-à-dire plus laide encore.

Car ici, c'est au nom de nos douleurs nationales qu'on fait l'appel de la bonne galette ; c'est à l'ombre des croix de bois de nos champs de bataille qu'on installe la sébile du profiteuse ; c'est avec des larmes qu'on bat monnaie. Au reste, qu'on lise et qu'on juge.

Cette première circulaire me parvint le 1^{er} juin :

Librairie des Littérateurs

J. Denolly

Editeur

11, boulevard Saint-Germain

Monsieur,

Nous pensons vous intéresser en vous faisant part du projet que nous avons de réunir, en une anthologie qui pourra comprendre plusieurs volumes, les meilleurs poèmes inspirés par la guerre.

Des poètes notoires nous réservent des pièces inédites. Il nous serait agréable de pouvoir compter votre nom parmi ceux de nos auteurs.

A cet effet, nous vous prions de bien vouloir nous envoyer quelques manuscrits. Si, comme nous n'en doutons pas, ce projet vous intéresse, nous serons heureux de vous faire connaître, par retour du courrier, dans quelles conditions nous pensons le réaliser.

Veillez, etc.

J. DENOLLY.

Naturellement, je me gardai bien d'envoyer la queue d'une rime ; mais je demandai les conditions, et je les reçus, et les voici :

Etant donné que le « Florilège de la Guerre » est destiné à servir de base à l'édition du « Livre des Morts des Lettres françaises », les poètes qui participeront à l'anthologie accompliront un acte de « dévouement ».

Le « Florilège de la Guerre » formera un beau volume in-8, édité sur papier de luxe au prix de 7 fr. 50.

Tous les poètes collaborant à cet ouvrage souscrivent un exemplaire.

Les poètes collaborant à l'ouvrage doivent souscrire un exemplaire par page.

Donc, c'est limpide. Pour accomplir cet acte de piété qui consiste à donner un poème au « Florilège de la Guerre », il n'en coûte que 7 fr. 50. C'est pour rien.

Mais si vous avez eu l'imprudence d'envoyer trois pièces de vers, comme décemment il faut bien une page pour chacune, il vous faudra verser es-mains de M. Denolly le prix de trois actes de piété, soit trois fois 7 fr. 50. Le lyrisme devient onéreux pour le lyrique.

Et que l'on ne croie pas que cette alléchante proposition tombera dans le désert ! La spéculation est excellente, basée sur la vanité chatouillée des imbéciles. J'en connais, des vieux, des jeunes et même des mûrs (ne nommons personne, ils sont trop !) qui apporteront docilement leur obole et leur sonnet, l'un pour faire passer l'autre.

Allez, allez ! troupeau des amateurs tondus ! allez en file chez l'écorcheur. Vous êtes marqués, dorénavant. Tout le monde saura que ce n'est pas pour votre talent qu'on vous imprime, mais pour votre argent !

J'avoue que, si le procédé Flammarion m'a un peu dégoûté, le procédé Denolly m'a beaucoup offensé. Etre pris, à ce degré-là, pour une bête de lettres, c'est outrageant !

Car, enfin, ô Anthologie, ô Florilège ! ne pas être payé de son travail, c'est déjà immoral. Mais payer pour avoir travaillé ?...

Non, mais des fois !

Louis Marsolleau

A la Chambre

LA POSTE AUX ARMÉES

On s'est plaint fréquemment des retards dans la distribution des lettres et des colis postaux aux soldats du front. Hier ces plaintes ont eu leur écho à la tribune de la Chambre. M. Deguise interpellait, en effet, sur le fonctionnement de la poste aux armées.

Pourquoi tous ces retards ? En partie, cela tient, dit M. Deguise, à ce qu'on n'emploie pas les hommes d'après leur compétence. Ainsi pourquoi ne verse-t-on pas les employés des P. T. T. dans les postes ?

M. Nadi a apporté des précisions à ce sujet. Il y a un régiment spécial aux services télégraphiques, le 8^e génie. Or, on n'y verse que très peu d'agents des postes. Pourquoi ? Ce 8^e régiment du génie est un régiment tout à fait particulier. M. Jean Bon nous a fait connaître sa composition. Il possède 20.000 hommes ; il aurait droit à un général de division. Il constitue une section de télégraphistes. Or voici comment on a recruté ces télégraphistes. Il y a 88 officiers qui appartiennent aux P. T. T. avant leur incorporation ; il y en a 310 qui n'appartenaient pas à l'administration. Il y a 515 sous-officiers, agents des P. T. T., 577 qui ne le sont pas ; enfin, il y a 3.632 soldats qui, avant l'incorporation, étaient dans les services des postes et 10.604 qui n'y étaient pas.

Il y a là un défaut d'organisation assez triste.

Au nom du ministre de la guerre, le colonel Gassoin a donné quelques indications d'ordre général sur le fonctionnement de la poste aux armées.

A chaque opération d'offensive, dit-il, il y a des retards parce qu'il y a des mouvements de troupes perpétuels, que les unités changent subitement de secteur, et qu'il faut du temps pour les retrouver.

Enfin il a annoncé que des cartes avaient été distribuées aux soldats originaires des régions envahies pour qu'ils puissent donner de leurs nouvelles à leurs parents restés sous le joug de l'ennemi.

Comme conclusion à ce débat, la Chambre a voté un ordre du jour comptant sur le gouvernement pour assurer et améliorer le service des lettres et des colis postaux aux armées.

En fin de séance, la Chambre a amorcé un débat sur un projet de loi portant garantie accordée aux colonies de l'Afrique occidentale et orientale.

Notez ceci :

Une formation sanitaire canadienne, qui ne comporte pas moins de mille lits et qui a été offerte au gouvernement français par l'Université Laval (de Montréal), est arrivée hier à Saint-Cloud.

Les tentes et baraques seront installées sur le champ de courses où fonctionne déjà l'hôpital canadien dirigé par le colonel Mignault et le lieutenant-colonel Lebel.

LE CERCLE DES LETTRES ARMÉES

La Maison de Balzac, qui fut avant la guerre le rendez-vous de toutes les sociétés littéraires et dont tous nos confrères connaissent le charme intime, devient, pour les quelques mois que doit encore durer la guerre, le quartier général des écrivains mobilisés dans le camp retranché de Paris, ou de passage comme permissionnaires, blessés et convalescents.

Ils se rencontreront là chaque dimanche après-midi, au hasard des congés, et ils y trouveront un accueil cordial, quelques créations artistiques et le thé traditionnel. La grande famille des Lettres, qui accomplit si noblement son devoir au front, aura désormais son foyer à l'arrière.

L'inauguration en sera faite le dimanche 16 juillet, à trois heures, en présence d'un représentant du gouvernement.

“L'Œuvre” militaire

Représailles et châtiment

L'Œuvre a conté récemment cette histoire de prisonniers allemands qui voyagent confortablement en wagons de deuxième classe. C'est en wagons à marchandises, ouverts à tous les vents, que les nôtres voyagent en Allemagne, au cours des innombrables déplacements qu'on leur impose de camp en camp.

Il faudrait vraiment en finir avec ces petits soins dont une administration trop bienveillante comble les ennemis que nous détenons. Ils n'apportent aucune amélioration, hélas ! à la détresse de nos soldats captifs.

Au lieu de nous dépenser en prévenances un peu ridicules, il faudrait montrer à notre implacable ennemi que nous sommes bien décidés à répondre à ses mauvais traitements par des traitements identiques. Il faut enfin appliquer la vieille formule : « Œil pour œil, dent pour dent. »

En dépit du voile quasi impénétrable dont les Allemands ont soigneusement couvert leurs camps de prisonniers, la vérité se fait jour peu à peu. Dans les missives en apparence banales de nos malheureux captifs, perce de temps en temps leur misère. Ecoutez ces simples paroles, que je relève sur une carte que j'ai sous les yeux :

Pour l'instant, n'expédie rien, puisque rien ne nous suit ici. Je vois messieurs les anciens maigrir à vue d'œil, et c'est pour moi une médiocre consolation ! Je vais très bien, malgré les fringales...

Il est impossible de ne pas saisir le drame douloureux que disent ces quelques lignes. Ces hommes ont faim parce que l'administration allemande leur mesure trop juste la maigre ration d'une nourriture d'ailleurs exécrable. Et elle aggrave encore ce traitement abominable en privant nos prisonniers des colis que, pour améliorer leur triste sort, leur famille leur envoie.

Oh ! je sais. Il n'y a nulle interdiction officielle. L'Allemand n'est pas si sot ! Il n'ignore pas que nous possédons les moyens d'exercer des représailles. Mais l'interdiction existe en fait, sournoise, hypocrite et bien dans le genre allemand. Pour la rendre effective, on déplace perpétuellement les hommes. Perpétuellement ils changent de camp, et ni les colis ni les lettres ne les suivent !

En voici un capturé fin février 1916. En cinq mois, il est déplacé neuf fois ! Sa femme lui a envoyé plus de cent colis, un tous les jours ; elle lui a envoyé dix-sept mandats, un par semaine. Il n'a reçu ni un seul colis ni un seul mandat ! Argent et provisions sont pour les Roches ! Voilà la véritable situation qu'il faut dire, parce qu'il faut qu'on la connaisse ; la situation qu'avec une habileté diabolique, qui est bien dans sa manière, notre ignoble ennemi a su créer.

Eh bien ! il faut que cette situation cesse. L'heure n'est plus aux protestations ; elle est aux actes. Il faut que notre gouvernement exerce immédiatement des représailles et qu'il dise bien haut qu'il réclame, après la guerre, les chefs et les subordonnés qui ont la responsabilité des mauvais traitements infligés à nos militaires prisonniers. La perspective du jugement et du châtiment suffira sans doute à tempérer la bestialité de ces brutes !

Mortimer-Mégret

Lisez « LA POILUE », par une « Première de la rue de la Paix ». C'est un roman d'amour émouvant et gai dont l'action se déroule en partie sur le front et dans une grande maison de couture austro-boche d'avant-guerre.

Dans toutes les librairies 3 fr. 50.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE
du vendredi 14 juillet 1916

N° 19.



Dessiné de G. Bachelot.

VIII

NOUS ARRIVONS A MONTBÉLIARD. NOUS DORMONS, PUIS NOUS COMMENÇONS UNE JOURNÉE FAMEUSE (Suite)

Je ne la revis plus, mais je voudrais que plus tard quelqu'un offrit une robe semblable à cette petite, et que la vie lui fût élémentaire et légère...

Francis était en bas, en effet. Il m'attendait, assis devant deux tasses de chocolat.

— Par quelles courses allons-nous commencer, ma chérie ? me demanda-t-il. M. Rang vient de me donner l'adresse particulière du maire. Si nous allons le trouver ? cela peut nous être utile.

— C'est mon avis. Mais ne serait-il pas

prudent d'aller d'abord trouver le Procureur de la République ?

— Je ne crois pas que cela ait beaucoup d'importance. Et vous ?

— Mon Dieu, non !

Le chocolat était excellent, les brioches aussi. M. Rang vint bavarder avec nous et nous souhaita bonne chance. Francis lui recommanda ses témoins.

— S'ils arrivent avant que nous ne soyons de retour, faites-leur prendre patience, offrez-leur tout ce qu'il y a de meilleur et de plus beau dans votre hôtel. N'est-ce pas, monsieur Rang ?

Et nous voilà partis. Il était huit heures du matin, à peu près, et par un miracle il ne pleuvait pas. Il gelait à pierre fendre. Le ciel était d'un bleu cru.

— Et le commissaire militaire ! m'écriai-je tout à coup. Nous ne sommes pas trop loin de la gare. Commençons par lui.

Les remparts nous parurent moins redoutables, mais ils continuèrent à répandre leur vénérable odeur de moisi. Des enfants sales se battaient dans les ruisseaux et n'interrompaient leurs luttes et leurs piailllements que pour nous injurier à leur innocente manière. Tout faisait prévoir qu'en grandissant ils deviendraient aussi bienveillants et hospitaliers que leurs parents.

Le commissaire militaire était à son poste, dans son tout petit bureau, et combinait avec ardeur des expéditions difficiles.

Il me regarda d'un air malicieux.

— Ah ! vous voilà ! Eh ! bien, vos gendarmes, où sont-ils ?

— Quels gendarmes ? lui demandai-je avec ingénuité. Je n'ai pas vu de gendarmes. Pourquoi m'aurait-on arrêtés ? Je n'ai pas été plus loin que Trétudans. J'ai eu la chance d'y rencontrer mon fiancé.

Je lui présentai Francis.

Ils se serrèrent la main en riant de bon cœur.

— C'est ce qu'on peut appeler une



Il me regarda d'un air malicieux

heureuse rencontre, hein ? Et qu'est-ce que vous venez faire ici, mes enfants ?

— Nous venons pour nous marier, mon commandant, répondit Francis.

— Et je voudrais que vous soyez mon témoin, s'il vous plaît, Monsieur le Commissaire militaire.

— Votre témoin ! Mais c'est gentil comme tout d'avoir pensé à moi. Et quand est-ce, ce mariage ?

— Mais ce matin.

— Et à quelle heure ?

— Nous allons nous en informer, et je reviendrai vous le dire dans une heure à peu près. Vous acceptez, n'est-ce pas ?

— De grand cœur. Par exemple, je ne pourrai pas rester longtemps. Tout juste le temps nécessaire et légal.

— Vous déjeuneriez avec nous à midi ?

— Oh ! mes pauvres enfants, impossible. Je suis tout seul ici, et je m'accorde gé-

néreusement dix minutes pour mes repas.

— Pour une fois !

— Pas même pour une fois. Et pourtant cela me ferait plaisir d'accepter.

— Alors, à tout à l'heure.

— A tout à l'heure et bonne chance ! Vous ne touchez pas du fer aujourd'hui, Mademoiselle ?

Je me précipitai de nouveau sur le timbre à date, qui me remplissait tous les doigts d'encre fraîche.

Nous sortons, et nous nous précipitons à grand pas vers la maison du maire.

IX

TRIBULATIONS. M. MAUVIETTE PARLE DE SA CONSCIENCE ET S'ATTIRE UN JUSTE RESSENTIMENT.

Le maire de Montbéliard habite tout au bout de la rue principale, à l'endroit où elle s'élargit en un faubourg monotone.

Nous eûmes quelque mal à trouver la maison, car M. Rang n'en connaissait pas le numéro exact. Les indigènes mirent tous leurs soins à ne pas nous renseigner. Enfin, après une patiente recherche, nous arrivâmes au but.

C'était un immeuble quelconque à deux étages, avec une large porte cochère d'un rouge brillant. Un battant ouvert laissait entrevoir un large vestibule fermé au fond par une porte vitrée donnant sur une allée de jardin.

Francis sonna. Une servante vint aussitôt, nous regarda bouche bée, et, quand je lui demandai à voir M. le maire, prit une expression de rare stupidité.

Comme elle ne répondait rien, Francis insista.

— Voyons, c'est bien ici qu'habite M. le maire.

— Oui.

— Nous voudrions le voir tout de suite. C'est urgent.

— Oui.

— Voulez-vous le prévenir ? Nous sommes très pressés.

— Oui.

— Eh ! bien, allez vite, voyons !

— Il n'est pas chez lui.

— Où est-il ?

— Au bureau.

— Et où est le bureau ?

Elle montra du doigt la porte vitrée.

— Là derrière.

— Nous pouvons y aller ?

— Oui.

Nous la laissâmes pétrifiée sur place. Francis ouvrit la porte vitrée, et nous nous trouvâmes dans une allée bordée d'un côté par un mur, de l'autre par une série de locaux d'un étage seulement, et construits en planches. Au-dessus d'une petite porte, il y avait écrit : Ateliers, bureaux.

— C'est là sûrement, dit Francis.

Nous entrâmes et aussitôt un jeune homme assis derrière une cloison de

verre demanda ce que nous voulions.

— Pourrais-je parler à M. le maire ?

— C'est qu'il est très occupé, Mademoiselle.

— Dites-lui que c'est urgent, voulez-vous ?

(A suivre.)

De minuit à 6 h. 30

L'OFFENSIVE RUSSE

LA LUTTE sur les bords du Stochod

Petrograd, 12 juillet. — Sur tout le front depuis le littoral, de Riga jusqu'aux marais de Pinsk, on signale des feux d'artillerie et de mousqueterie.

Des avions ennemis ont lancé des bombes sur la gare de Zambir et la ville de Novosie, où ils ont incendié quelques maisons.

Sur le Stochod, des combats acharnés continuent.

L'ennemi a failli de nouveau passer sur la rive droite du Stochod, près du village de Grouchevka, au nord de Goulevitchi, mais il a été rejeté.

Nous avons fait prisonniers 24 officiers et 745 soldats autrichiens et allemands.

Petrograd, 12 juillet, soir. — Notre artillerie a dispersé les troupes allemandes qui avaient tenté d'amener de l'artillerie contre l'ouvrage d'Ikskul.

Dans le secteur de la métairie Tacherkassy, au sud de la bourgade de Krevo, les Allemands, appuyés par un violent feu d'artillerie, ont pris l'offensive, mais ont été repoussés par notre contre-attaque.

Au sud du Stochod, combats d'artillerie. Dans la région du village Kachovka, l'ennemi a tenté d'approcher du Stochod, mais il a été rejeté par notre feu.

Petrograd, 13 juillet. — Sur la Dvina, en amont et en aval de Friedrichstadt, nous avons opéré quelques reconnaissances réussies.

Sur le Stochod, duel d'artillerie.

Quelques escadrilles ennemies ont survolé l'arrière de nos lignes. Elles ont jeté des bombes et exécuté des tirs de mitrailleuses.

En Gaticie, dans la région à l'ouest de la basse Strypa, des combats acharnés se livrent en maints endroits.

L'ennemi lance des contre-attaques énergiques.

Nous avons fait prisonniers plus de 2.000 soldats et enlevé un canon et des mitrailleuses.

Au Caucase

A l'ouest d'Erzeroum, nos troupes, ayant repoussé les Turcs, ont repris d'assaut la ville de Mamakhaloum.

Au cours de sa retraite, l'ennemi a mis le feu à la ville. Nous avons pris des mesures pour étouffer l'incendie.

Un succès particulier a été remporté par un de nos éléments qui participa aux combats mémorables de janvier et de février, lors de l'assaut d'Erzeroum.

Le commandant de cet élément, le vaillant colonel Kvaratkovine, a été tué.

Les prisonniers continuent à affluer.

Dans la région, du 2 au 8 juillet, nous avons fait prisonniers, sur le front du Caucase, 107 officiers et 1.604 soldats ottomans; nous avons enlevé 3 canons, 10 mitrailleuses et 4 lance-bombes.

Les voies par lesquelles les Turcs battent en retraite sont parsemées d'armes et de munitions.

Dans la mer Baltique

Nos destroyers, au cours d'opérations dans le golfe de Bothnie, ont capturé deux grands vapeurs allemands, dont un chargé de minerai de fer et l'autre sans cargaison. Nos torpilleurs ont ramené les vapeurs capturés dans nos ports.

Dans la mer Noire

Le 11 juillet, nos torpilleurs ont capturé dans la partie ouest de la mer Noire le vapeur turc Itschihad, avec une cargaison de pétrole et d'orge, et l'ont ramené sans incident dans un de nos ports.

D'autres torpilleurs ont détruit le 12 juillet, à l'embouchure de la rivière Melekn, à l'ouest de la ville d'Erghehli, un vapeur accompagné de deux remorqueurs.

Les pertes allemandes

Petrograd, 13 juillet. — Les milieux compétents évaluent les pertes allemandes à Baranovitchi, au cours des huit derniers jours, à 25.000 tués et blessés.

L'affaire Lombard en revision

L'ARRÊT

Le conseil de revision, après une heure environ de délibération, a rendu hier son arrêt.

Conformément aux conclusions du colonel Augier, le conseil rejette les trente-cinq moyens invoqués par la défense.

Rappelons que les appelants étaient : le docteur Lombard, le docteur Laborde, Musseau, Garfouinkel, Roux, Triadou, Gelfroy, Aujoulet et Weil.

Toutes les condamnations demeurent donc définitives.

LE COUP DU SOUS-MARIN

LE "DEUTSCHLAND" et les règlements internationaux

Washington, 13 juillet. — On dit que l'attitude de la Grande-Bretagne, relativement aux sous-marins marchands, aurait été définie par M. Barclay, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, dans une conversation avec le représentant du département d'Etat, bien avant l'arrivée de Deutschland; M. Barclay se basait sur une information parue dans la presse annonçant qu'un bâtiment de ce genre était en route pour l'Amérique. Hier, il aurait de nouveau, avec M. Jusserand, attiré l'attention du gouvernement américain sur la question.

Les Alliés estiment que la structure même de tels bâtiments leur permettant d'échapper à la visite à laquelle les bâtiments marchands ordinaires sont soumis et que, construits clairement en contradiction des règlements établis par les conventions internationales, ils doivent être considérés comme bâtiments de guerre et sujets à destruction à première vue.

Une autre question intéressante est celle de savoir comment le Deutschland va emporter sa cargaison de nickel.

Le gouvernement des Etats-Unis n'est pas partie dans les restrictions imposées à la vente du nickel et du cacahouet, mais on craint que les aciéries et les nombreuses autres usines occupées à l'exécution des commandes de matériel de guerre destinées aux Alliés ne se jugent lésées si ces restrictions ne sont pas rigoureusement observées dans ce cas particulier.

COMBAT AU MAROC

Défaite complète d'une harka

Une colonne commandée par le colonel Daur et munie de mitrailleuses et de canons d'attaque, près de Ghamel Allah, une harka forte d'environ 8.000 hommes, et qui avait commencé à creuser des tranchées. La harka a été complètement défaite, perdant 500 hommes.

Nos pertes ont été seulement de 7 tués et 35 blessés. On estime que ce succès très sérieux dissipe les menaces d'une agitation sur le Haut-Guir et les régions voisines.

LA GUERRE SOUS MARINE

Chalutiers coulés

Londres, 13 juillet. — Les chalutiers à vapeur Florence et Daphnouse ont été coulés par un sous-marin.

Les équipages ont été sauvés et débarqués à Ehitby.

Utilisation des chimistes

Nous avons, à plusieurs reprises, demandé que les chimistes soient utilisés dans l'armée suivant leur compétence. Il était, en effet, assez singulier de voir par exemple des courtiers ou des employés de commerce utilisés dans des usines où l'on fabrique des gaz asphyxiants alors que d'anciens élèves de nos écoles de chimie étaient affectés à un travail de bureau.

D'autre part, il nous paraissait juste que les chimistes auxquels on avait recours eussent une organisation spéciale et les avantages accordés à d'autres techniciens.

Deux députés, MM. Henry Paté et J. Breton, semblent partager notre manière de voir. Ils viennent, en effet, de déposer un projet de résolution invitant le gouvernement à donner, pendant la durée des hostilités et à titre temporaire, aux ingénieurs, chimistes, utilisés dans leurs spécialités par les différents services de l'armée, une organisation analogue à celle qui régit les médecins, les pharmaciens et les vétérinaires.

Les dons magnifiques

Une formation sanitaire canadienne qui ne comporte pas moins de 1.000 lits et qui a été offerte au gouvernement français par l'Université Laval (de Montréal) est arrivée hier à Saint-Cloud.

Les tentes et baraquements seront installés sur le champ de courses où fonctionne déjà l'hôpital canadien, dirigé par le colonel Mignault et le lieutenant-colonel Lebel.

Un vieux souvenir

On annonce la mort de M. Firmin Rainbeaux, ancien écuyer de Napoléon III.

Possesseur d'une grosse fortune, administrateur d'un grand nombre de sociétés, le défunt occupait une situation très en vue dans la société parisienne.

Mais ce qui lui valut la célébrité vers la fin de l'Empire, ce fut le rôle qu'il joua lors de l'attentat de Berezowski contre l'empereur Alexandre II. C'était en 1867. Le tsar accompagné de Napoléon III se rendait à l'Exposition Universelle dans une calèche attelée à la daumont, escortée de Cent-Gardes. Soudain, de la foule qui se pressait le long des Champs-Élysées pour voir passer les souverains, un homme s'élança vers la voiture et tira un coup de pistolet dans la direction d'Alexandre II. M. Rainbeaux, qui, en sa qualité d'écuyer, galopait près de la portière, devina le geste de Berezowski et lança sa monture en avant de façon à protéger les deux empereurs. Grâce à ce brusque mouvement, la balle traversa les naseaux du cheval et manqua son but.

SUR LE FRONT DU TRENTIN

Activité de l'artillerie

Rome, 13 juillet. (Communiqué officiel.) — Dans la vallée de Canonica, persistante activité de l'artillerie ennemie, plus particulièrement intense dans la vallée du Tonale.

Dans la vallée de l'Adige, dans l'après-midi d'hier, après une intense préparation d'artillerie, l'ennemi a attaqué les nouvelles positions que nous occupons au nord de Malga-Zugna.

Une prompte et efficace concentration de feux d'artillerie et de mousqueterie nous a permis de le repousser en désordre en lui infligeant de graves pertes.

Sur le reste du front jusqu'à la Brenta, nous continuons notre énergique action d'artillerie et de lance-bombes contre les lignes ennemies.

Sur quelques points, notre infanterie a attaqué hardiment et a obtenu quelques avantages.

Sur l'Isone, rien d'important à signaler. — CADORNA.

Un ancien député socialiste italien mort au champ d'honneur

Rome, 13 juillet. — L'irréductible vient de perdre un de ses plus vaillants et nobles champions : M. Battisti, l'ancien député de Trente qui avait fui l'Autriche avant la guerre et s'était engagé, malgré son âge, comme simple soldat dans l'armée italienne. Il vient de tomber dans la Vallorosa, à la tête de la compagnie d'Alpini qu'il commandait. M. Battisti, malgré ses convictions nettement socialistes, avait été un des interventionnistes les plus ardents.

Deux fois, pendant le féroce mois de mai 1915, il avait crié sa foi dans les destins de l'Italie : à Milan, le 14 ; et, le 17, sur le balcon du Capitole. — (L'Information.)

Communiqué belge

Rien à signaler sur le front de l'armée belge.

Les journaux de ce matin

L'OFFENSIVE

Le Gaulois (colonel X...).

Sur la Somme, une suspension momentanée de nos mouvements offensifs d'ensemble a marqué ces trois derniers jours, pendant lesquels l'ennemi a modérément réagi dans le seul secteur des bois des Trônes et de Mametz.

Nous procédons par étapes successives comme les Allemands devant Verdun, au fur et à mesure que nous réalisons les objectifs assignés à chacune de nos actions limitées.

Pour développer méthodiquement les opérations, il importe, en effet, après chaque progression, de déplacer l'artillerie pour l'installer sur de nouveaux emplacements et recommencer ainsi une nouvelle préparation sur de nouveaux objectifs.

Si Verdun tombait

Le colonel Feyler envisage, dans le Journal de Genève, ce qu'il adviendrait au cas où Verdun tomberait.

Qu'arriverait-il si les Allemands entraient à Verdun, se demandent encore les esprits inquiets ? La réponse ne paraît pas compliquée. La France est-elle moralement affaiblie ? Le peuple a-t-il l'impression que la guerre tourne en sa défaveur ? Considérez-les Russes comme en train de se faire battre, les Italiens comme vaincus par l'Autriche et les Anglais comme disposés à rentrer dans leur île pour laisser libre le commerce allemand ?

Il n'est pas besoin d'appartenir à la catégorie des personnes particulièrement informées pour savoir que, dans ce moment-ci, le moral français est très élevé et supérieur aux accidents quotidiens de la lutte.

De lors, il arriverait ce qui est arrivé lorsque les Allemands sont entrés à Varsovie. Le service de presse de l'état-major impérial traiterait la grosse caisse. A Berlin les drapeaux flotteraient sur les toits, les écoliers auraient un jour ou deux de congé. Les journaux publieraient la statistique des kilomètres carrés occupés par les troupes allemandes ; le public s'entreferait de la paix prochaine annoncée par le gouvernement et les généraux comme la conséquence de la prise de Verdun. Deux semaines passeraient ainsi, pendant lesquelles un nouveau front s'immobiliserait quelque part plus au sud entre la Meuse et l'Argonne. La lutte se prolongerait.

APRES LE COMITÉ SECRET

Le Morning Post commente en ces termes le vote de confiance qui a terminé les séances secrètes du Sénat :

La session secrète du Sénat s'est terminée par un triomphe pour le gouvernement. Le gouvernement peut désormais proclamer qu'il jouit de la confiance pleine et entière du Parlement, et sa position même est encore plus forte au Sénat qu'à la Chambre. Après la séance secrète de la Chambre, on pouvait déclarer avec certitude ceci — dont tout le monde s'est immédiatement rendu compte à Paris — c'est que M. Briand s'est révélé comme un homme d'Etat supérieur même à ce que ses amis pensaient jusqu'ici. Cette réputation lui a été plus que confirmée à la suite de la session secrète du Sénat.

La Gazette de Cologne du 11 juillet écrit, à propos des débats en séance secrète du Sénat français :

Le résultat de ces débats est une manifestation de confiance encore plus éclatante pour le gouvernement que le vote de la Chambre des députés, où il s'est trouvé contre lui une minorité de 97 voix. A cet égard, la défaite de ses adversaires au Sénat est plus importante pour le cabinet que sa propre victoire. A la tête de ses adversaires est Clemenceau. Cette défaite est donc, avant tout, la sienne. Elle signifie qu'il doit renoncer pour l'instant à l'espoir et au projet d'être appelé par le Parlement à sauver la France. Le Parlement entend continuer avec Briand son œuvre de salut. On peut admettre comme certain que les perspectives ouvertes par l'offensive anglo-française, s'ajoutant à l'offensive russe, ont fait impression sur le Sénat. Le Sénat, lui aussi, d'accord avec la Chambre, a approuvé la méthode employée pour le salut de la France et la victoire de ses armées sous certaines conditions précises.

LA SITUATION EN ESPAGNE

La grève des cheminots

Madrid, 13 juillet. — La première journée de la grève n'a donné lieu à Madrid, à aucun incident de réelle gravité.

A la station du Nord, environ soixante-dix ouvriers réservistes, porteurs du brassard, ont été arrêtés et mis à la disposition de l'autorité militaire sur leur refus de travailler pour la compagnie.

En province, on ne signale que quelques manifestations violentes de la part des grévistes et la mort accidentelle d'un gendarme qui était de faction sur la voie de Valladolid.

Le service des trains a fonctionné avec des retards inévitables. Néanmoins, l'impression est nettement pessimiste. Il est manifeste que, dans le courant de la journée, le mouvement a pris de l'extension et que les difficultés qu'éprouve la compagnie pour assurer le service deviennent de plus en plus grandes. Pour ne citer qu'un exemple, l'express d'Irun, qui part normalement à 9 heures, n'est mis en marche hier soir qu'à 11 heures et demie, fusionné avec un train omnibus.

Les mécaniciens et les chauffeurs, dont un assez grand nombre hostiles à la grève, refusent cependant de partir par crainte de représailles de la part des grévistes. Les gares et les voies sont gardées militairement.

Le ministre de l'intérieur, M. Ruiz Jimeno, s'attend, après les déclarations faites par lui aux journalistes, à ce que la journée d'aujourd'hui soit beaucoup plus mouvementée que celle d'hier. On croit que l'Union Générale des Travailleurs se livre à une active propagande en faveur de la grève générale et que ses menées pourraient bien aboutir.

Les séances des Cortés ont été ajournées à partir de trois heures jusqu'à nouvel avis.

La déclaration de l'état de siège dans la ville et dans la province a été affichée ce matin par ordre du gouverneur militaire. L'arrêté interdit tout attroupement de plus de trois personnes et soumet à la censure tous les documents destinés à la publicité. Aux termes de l'arrêté, toute infraction sera jugée et punie par la justice militaire.

3 HEURES DU MATIN

Après les communiqués

DERNIÈRES NOUVELLES DES FRONTS

Les Allemands ont suspendu, hier, leurs attaques d'infanterie devant Souville. Cette accalmie n'est probablement que passagère. D'ailleurs, l'activité de leur artillerie ne s'est pas ralentie. Elle est toujours aussi violente.

Eloignés du fort de huit cents mètres environ, ils ont encore à faire des efforts considérables s'ils poursuivent leur plan.

D'autre part, les défenses en arrière de Souville ont été accumulées d'une façon formidable.

Il faut donc envisager sans inquiétude les attaques de l'ennemi, qui se renouvelleront certainement.

Ces deux derniers jours, il a subi des pertes énormes. Aussi ne chante-t-il pas victoire. Il constate simplement qu'il a amélioré ses positions, sans plus.

Par ailleurs, les Allemands sont obligés, maintenant, d'avouer la prise de Contalmaison par les Anglais, en disant que « les Anglais ont réussi à pénétrer dans Contalmaison ». Il leur a fallu quarante-huit heures pour se décider à l'annoncer.

Dans le cours de la journée d'hier, rien d'important ne s'est passé sur le front de la Somme, encore que les troupes anglaises n'aient pas été complètement inactives. Elles ont progressé quelque peu et leur artillerie a continué son violent bombardement. La note n'a pas, non plus, arrêté son action. Les Allemands s'en aperçoivent et ils le disent.

Enfin, les Autrichiens consentent à parler des prisonniers qu'ils ont laissés dans les mains des Russes. Ils n'ont pu, plus longtemps, laisser l'opinion de leur pays sous l'impression des communiqués russes. Tardivement et avec embarras, ils consacrent quelques lignes à la réponse. Elle est pitoyable, car, à les en croire, ils n'auraient jamais eu d'armée importante sur le front russe.

C'est mal cacher une défaite que les Allemands, leurs alliés, n'ont pas pu ne pas reconnaître.

AU CONSERVATOIRE

La distribution des prix, legs et donations aux élèves du Conservatoire a eu lieu hier matin, sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts entouré des membres du jury et des professeurs.

Avant la lecture du palmarès, M. Dalmier a prononcé un discours dans lequel il a exprimé le souhait de voir l'ennemi poursuivi sur tous les terrains. Il le sera avec méthode et ténacité sur le terrain artistique et, dans cette lutte, les anciens élèves du Conservatoire, devenus artistes, pourront, comme leurs maîtres, jouer un grand rôle. Le sous-secrétaire d'Etat s'engage, pour sa part, à leur donner tout son appui afin de faire triompher l'art français non seulement en France, mais dans tous les pays où nous comptons des amis.

Les Spectacles

Cet après-midi :

Il y aura trois matinées gratuites exclusivement réservées aux blessés et convalescents, à la Comédie-Française, Porte-Saint-Martin et Ambigu. Le Mariage de Figaro, à la Comédie-Française, par Mmes Delvair, Louise Silvain, Madeleine Roch et Berthe Bovy ; à la Porte-Saint-Martin, par Mlle Vera Sergine ; à l'Ambigu, l'air national sera remplacé par Garçonne et Hambourg, un acte de M. Trouillou, avec M. Daragon et Mme Marguerite Moreno.

L'Opéra-Comique, la matinée sera payante ; des places seront également réservées gratuitement aux blessés et convalescents. Le Mariage de Figaro, à l'Opéra-Comique, par M. Léon Bayle, Soldats de France et la Marseillaise, que chantera Mlle Martha Chenal entourée des chœurs.

Comédie-Française (matinée gratuite). — 1 h. — Héraclès, le Malin et l'imaginaire ; La Marseillaise. Opéra-Comique. — 1 h. 30. — Manon ; les Soldats de France ; Le Chant du Départ ; La Marseillaise. Vaudeville, Variétés, Renaissance, Palais Royal, Bouffes-Parisiens, Apollo, Grand-Guignol, Folies-Bergère, Olympia, Scala, Eldorado, Cigale, Alhambra, théâtre d'été, Nouveau-Cirque, même spectacle que le soir.

JARDIN DES TULIÈRES. — 4 h. — Les Girondins ; Faust, Mlle Laure Bergé, M. Miquel, exécuteurs. Places : 1 fr. 10 ; 0 fr. 30 et 0 fr. 55.

Ce soir :

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Jules César. GYMNASE. — 8 h. 45. — La Châtelaine anglaise. PALAIS ROYAL. — 8 h. 30. — Le Veilleur de nuit ; Ou allons-nous ce soir ? AMBIGU. — 8 h. 15. — Le Chemineau. PORTES-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 20. — Flammée. VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — L'École du Piston et Revue. ATHÉNÉE. — 8 h. 1/2. — Loute. BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 20. — Mon Bébé. RENAISSANCE. — 8 h. 10. — L'Hôtel du Libre-Echange. APOLLO. — 8 h. 15. — La Mascotte. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Les Noces de Jeanette ; La Fille du Régiment. CHATELAIN. — 8 h. 30. — Elle est très... tizote. GRAND-ROUCHOUART. — 8 h. 30. — T'es le bonjour d'Alfred ! GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 40. — Le château de la mort lente, etc. FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — Mistinguett et Revue. OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire ; attractions. MAYOL. — 8 h. 15. — C'est court ; revue. SCALA. — 8 h. 30. — Laisse flotter les rubans ! AMBASSADEURS. — 8 h. 1/2. — Non ! mais sans blague ! CASINO DE PARIS. — 8 h. 30. — Marc Antoine et Cléopâtre.

Omnia Pathé. — Le Bébé de Bootles ; Effets de lumière ; Notre offensive dans la Somme.

Electric Palace, 5, Bd des Italiens. — La part des Enfers, drame ; Vers Domperrière.

VÉRITABLES
GRAINS DE SANTÉ
DU DOCTEUR
FRANCK
Purgatifs Dépuratifs
VIEILLE SPÉCIALITÉ FRANÇAISE
plus que **Centenaire**
1 ou 2 grains av.
le repas du soir.
T. LEROY, 96, Rue d'Amsterdam
PARIS
ET TOUTES PHARMACIES

La Pomme de Philocomme Grandclément
EST UNIQUE AU MONDE
Détruit croûtes, pellicules, pelades, démangeaisons, empêche les cheveux de blanchir, de tomber, et sans gratter, les fait repousser abondamment et soyeux après la 3^e friction. Dépôt toutes Pharmacies. Poste 2/35. — 1250 les Six pots. Adr. SOUM au Laboratoire GRANDCLÉMENT, 108, rue de la République, NANTES.
FRANCO : 2 fr. 90. — Les Six pots 15 fr. 60.

JUBOL
Eponge et nettoie l'Intestin
Évite Entérite, Glaire, Obésité
8, Rue de Valenciennes, Paris. — La boîte 5 fr.

COQUELUCHE GOMENOL en
PATES - SIROP - CAPSULES
Fr. 1.25 Fr. 2.25 Fr. 3. n
Dans toutes les bonnes pharmacies
avec 0 fr. 25 en sus 47, rue Ambroise-Thomas, Paris.

GROSSIR
de 3 à 8 kilos par mois par le
Régénérateur de l'abbé Sébire.
Méthode grat. Laboratoire Marin, Enghien (S.-et-O.)

Le gérant : VICTOR ATKINSON.
Imprimerie WELHOFF et ROGHE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.